



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

Novembre 1996, vol. 3 No. 7, Montréal, Qc.

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala fait parti d'un réseau pan-canadien d'organismes de solidarité qui répondent à la demande des réfugiés guatémaltèques en matière d'accompagnement international avant, pendant et après leur retour au Guatemala. Le PAQG a donc pour but de former des accompagnateurs et de sensibiliser la population québécoise au sujet des réfugiés guatémaltèques au Mexique.

«POUR LA PAIX ET LA TERRE, NOUS RENDONS LES ARMES»

Karine Vanthuyne

Mardi, 20 août 1996. Alors que le soleil se lève entre les montagnes enveloppées de brume de San Juan Ixcán, Zona Reina, département d'El Quiché, le village se prépare avec fébrilité à un grand jour dans son histoire: le désarmement de ses Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC), étape qui ouvrira grand la porte à la réconciliation des deux groupes formant la communauté, les retournés et les déplacés, contribuant de ce fait au véritable processus de paix au Guatemala. La paix n'est en effet pas un morceau de papier signé entre les différents représentants des groupes en opposition mais quelque chose qui se construit à la base, par la réunion des regroupements civils que la guerre a divisé.

La naissance de San Juan Ixcán

San Juan Ixcán vit le jour en 1975 lorsqu'une centaine de familles sans terres en obtinrent de l'Institut national de transformation agraire (INTA). Bien que ces paysans provenaient de régions et d'ethnies différentes, ils réussirent à développer leur communauté grâce à leur esprit coopératif. Sans aucun appui du gouvernement ou des autres institutions civiles, ils mirent sur pied leur école, fondèrent leur coopérative et récoltèrent leurs premiers quintaux de maïs, de fèves noires et de cardamome.

Cependant, située au cœur d'une des zones les plus touchées par la politique des terres brûlées, la communauté de San Juan Ixcán fut violemment dispersée en

1982 alors qu'un vent de terreur et de destruction s'abattit sur le village. «Sans miséricorde, ils brûlèrent toutes les maisons, l'école, la chapelle, et le silo de la Coopérative; ils tuèrent nos animaux, ils brûlèrent nos récoltes et ils détruisirent tout ce qu'ils rencontrèrent sur leur passage.»¹ Les survivants se virent dans l'obligation de fuir dans la sierra soit pour se déplacer vers d'autres régions du Guatemala, soit pour traverser la frontière et se rendre au Mexique ou encore pour s'organiser en Communautés de population en résistance civiles (CPR).

La mise en place des PAC

Le village fut alors abandonné à la jungle pendant plus de six ans. Ce n'est qu'en 1988 que s'y installèrent peu à peu 56 familles de déplacés, craignant plus à présent la faim que les violents affrontements qui faisaient toujours rage dans la région. «Dans l'Ixcán, la guerre se poursuivait toujours aussi violemment. L'armée et la guérilla y étaient en nombre et tous les jours on pouvait entendre les fusillades et les explosions qui provenaient des affrontements.»² Cependant, en échange de ces terres, les paysans durent accepter de s'organiser en Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) et recevoir 26 fusils des mains de l'armée. «Dans notre pensée et dans nos coeurs, nous continuions d'être une communauté pacifiste et nous acceptions la patrouille et les armes comme l'unique façon de protéger nos familles et de pouvoir tra-

vailer la terre sans la pression de l'armée ou de la guérilla.»³ Chaque homme de la communauté dut alors monter la garde 24 heures par mois faute de quoi il était châtié par une amende et par la très dangereuse accusation d'être «communiste».

L'arrivée des retournés: la négociation pour le désarmement des PAC.

Lorsqu'en 1994 se répandit la rumeur du retour des anciens propriétaires des terres de San Juan qui s'étaient réfugiés au Mexique, l'insécurité et la peur ébranlèrent ses nouveaux occupants. Pour éviter d'éventuels affrontements, ils firent alors appel aux institutions civiles afin de les aider à en arriver à une entente avec les futurs arrivants. Le 21 avril 1995, l'Accord de la Réconciliation fut signé à Cantabal entre les deux groupes et 32 familles de retournés vinrent compléter la communauté le 29 juin de la même année.

Les fusils étaient cependant toujours entre les mains d'une partie de la communauté. On ne pouvait donc pas parler de véritable réconciliation alors que le village restait divisé en deux, avec d'une part des individus qui n'admettaient pas la présence d'armes et qui pointaient sévèrement du doigt ceux qu'elle accusait d'avoir tué les siens et dilapidé ses biens, et de l'autre part un groupe armé en relation étroite avec les militaires. S'enclencha alors un véritable processus de négociation de paix. Alors que les

représentants du gouvernement et de l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG) discutaient de paix autour des tables de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), les retournés engagèrent le dialogue avec les commissaires militaires, commandants en chef des patrouilles de la communauté, afin de les convaincre de rendre fusils et munitions et de se dissocier de l'armée.

Grâce à l'ouverture d'esprit et à l'habileté de revendiquer leurs droits par le biais du dialogue qu'ils avaient acquis durant leur exil, les retournés surent identifier les réels responsables de la présence d'armes dans leur communauté et patiemment négocier le désarmement des PAC. «Nous ne leur en voulons pas d'avoir pris les armes. Nous comprenons que nos compagnons y ont été obligés. Nous savons que les armes étaient pour eux un fardeau. Aussi, en conversant avec eux, nous leur avons fait comprendre la situation, qu'il n'était plus nécessaire de garder ces armes, qu'il ne fallait plus penser à la guerre mais à notre futur et à améliorer notre communauté en nous unissant les uns aux autres. Avec les armes, nous ne gagnions rien puisque c'est par les armes que moururent nos fils, nos parents et nos grands-parents. Que nous soyons réfugiés ou déplacés, nous avons la même histoire: nous sommes peut-être différents mais la racine de notre souffrance est identique.»⁴

Un désarmement différent

Beaucoup s'alarment du fait que la plupart des désarmements des PAC restent sous l'office de l'armée, échappant ainsi à toutes vérifications et servant du même coup à redorer l'image d'une institution qui en a plus que besoin. Par exemple, lorsque les patrouilles de Barillas, Huehuetenango rendirent leurs armes le 13 septembre dernier, aucune institution civile ne vérifia si le nombre rendu correspondait au nombre d'armes jusqu'alors entre les mains des PAC. De plus, on ne vérifie pas non plus si la structure même des patrouilles est démantelée. À San Antonio Tseja, un village situé à 2 heures de marche de San Juan Ixcán, ceux qui ont été les «yeux et les oreilles de l'armée» alors qu'ils étaient organisés en PAC sont devenus un pouvoir parallèle au pouvoir civil en place, alors que leur

association sert aussi de «comité de développement»⁵. Ces désarmements sont donc loin de résonner avec un réel rétablissement de la paix dans les régions où elles ont lieu puisque des divisions persistent au sein de la population et que des armes y sont toujours présentes.

Différent sur plusieurs aspects, le désarmement des PAC de San Juan Ixcán ensemece quant à lui une paix véritable. D'abord, la décision de rendre les armes vint des *patrulleros* alors qu'ils ont eux-mêmes fini par prendre conscience qu'ils avaient entre leurs mains les armes qui avaient tué bien des leurs et que leur association avec l'armée nuisait au développement de leur communauté puisqu'elle la gardait divisée. Ensuite, ils ont choisi de rendre leurs armes à un pouvoir civil au lieu de les remettre directement entre les mains de l'armée, facilitant ainsi le contrôle et la vérification de l'entrepris par les institutions civiles. Aussi, bien que l'armée (qui n'avait pas été invitée) fut la première sur les lieux, celle-ci du demander la permission pour prendre la parole. Finalement, la communauté a voulu faire de cet acte un événement médiatique afin de rappeler au gouvernement ses engagements et de le forcer à répondre aux besoins urgents de San Juan, condition essentielle à la pacification de la communauté.

Au matin du 20 août dernier donc, atterrirent 8 hélicoptères en provenance de la capitale sur la montagneuse San Juan Ixcán. Étaient présents au désarmement des PAC celui qui allait recevoir les armes, Rodolfo Mendoza, ministre de l'Intérieur, le Procureur des droits humains et des représentants de la Commission présidentielle pour les droits humains, du Fond national pour la paix (FONAPAZ), de l'Institut national de la transformation agraire (INTA), de la Commission gouvernementale d'aide aux réfugiés (CEAR), du Groupe International de Consultation et de support des Réfugiés (GRICAR), de la Mission de vérification des Nations-Unies pour les droits de la Personne au Guatemala (MINUGUA), du Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCNUR), de l'Ambassade canadienne, de Paz y Tercer Mundo (une ONG espagnole), des Commissions Permanentes, un journaliste et un pho-

tographe de la Prensa Libre et des accompagnateurs internationaux.

Ce désarmement a-t-il été couronné de succès? Bien que présentes en grand nombre, les institutions impliquées dans le développement des communautés rurales vont elles répondre à l'appel de la communauté quant à sa demande de soutien prononcée lors de la remise des armes? C'est à suivre. L'événement aura tout de même souligné une grande réussite, soit la réconciliation de deux groupes qui auraient pu continuer de s'opposer. Déjà les divers comités qui gèrent le développement de San Juan sont composés de déplacés et de retournés. «Nous les retournés partageons notre expérience, nos connaissances, nos idées et nos formes d'organisation avec nos frères les déplacés. Eux, ils n'ont pas eu la chance comme nous d'apprendre leurs devoirs, leurs droits et comment travailler communautairement. Notre intention est donc de partager notre savoir afin que nous puissions tous ensemble partager le travail que nécessite le développement de notre communauté et que tous puissent profiter de l'appui institutionnel dont bénéficient les retournés.»⁶

Pour la paix et la terre, ils ont rendu les armes...

1. Slogan prononcé par les PAC alors qu'ils remettaient leurs armes au ministre de l'Intérieur.

2. Tiré du discours prononcé lors du désarmement par des représentants de la communauté de San Juan Ixcán.

3. *idem*.

4. *idem*.

5. José Ceto, retourné de San Juan Ixcán, dans une entrevue faite le 15 septembre 1996.

6. *idem*.



ACTIVITÉS SUR LE GUATEMALA ORGANISÉES EN NOVEMBRE

Du 22 au 28 novembre

Projection du film *Tierra Madre* (avec sous-titres anglais):
au cinéma Parallèle 3726, boul. St-Laurent (métro Sherbrooke)
au cinéma Parc 3575, Avenue du Parc (métro Place des arts sortie Jeanne-Mance et autobus 80)
Pour information : (514) 849-7888

Du 10 décembre au 5 janvier

Exposition de photos «Les enfants de la rue au Guatemala : messagers d'art», organisée conjointement par Jeunesse du Monde et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) à la galerie Art Dépot 4986-B Queen Mary à Montréal (métro Snowdon)
Pour information : (514) 737-5700

Activités des différents comités:

Le comité d'éducation aura une table d'information lors de la première projection publique du film *Tierra Madre* le dimanche 17 novembre.

Le comité de formation recherche des candidats pour l'accompagnement. La date provisoire pour la prochaine formation est du 8 au 13 janvier 1997.

L'équipe radio prévoit faire des dossiers spéciaux au cours des prochaines semaines sur le démantèlement des Patrouilles d'autodéfense civile, sur l'aide canadienne au Guatemala ainsi que sur l'histoire des réfugiés au Mexique. Il y aura fort probablement une entrevue avec Marie Hélène Davis et Dario Caal dans la semaine qui suit.

Le comité du bulletin est toujours à la recherche de collaborateurs dynamiques qui veulent écrire des articles, de la poésie ou faire des dessins. Nous sommes intéressés à recevoir vos photos de voyage.

TERRE SACRÉE

Version originale espagnole avec sous-titres français, 54 min., réalisé et produit par *Mary-ElLEN Davis*, Productions B'alba, Guatemala, 1995. Distribution : Cinéma libre.

Au Guatemala, la terre appartient à peu de gens, et surtout pas aux paysans mayas. Dans un pays assombri par la guerre, la quête d'un lopin à cultiver frise l'épopée! Tel est le propos que ce documentaire illustre à l'aide d'exemples éloquents.

Malgré les arrestations, les menaces, la destruction de leur récolte, une communauté q'eqchi défend ses droits ancestraux sur l'une des propriétés d'un agroexportateur. Ailleurs, parce qu'ils réclament un salaire ou quelques arpents de terre, des paysans q'eqchi se font accuser d'être des guérilleros. En 1982, l'armée a massacré huit cents paysans métis -hommes, femmes, enfants- venus fonder un village quatre ans plus tôt; les voisins et les survivants racontent...

Envers et contre toutes ces injustices, ces tragédies, les gens continuent de célébrer la vie par la musique, la danse, les cérémonies, les offrandes. L'espoir triomphera-t-il de la violence? *Terre sacrée* parle de courage, de foi, de conflit mais aussi de paix.

*Le dimanche 17 novembre à 14h (avec sous-titres français), lancement du film *Tierra Madre (Terre sacrée)* au cinéma de l'O.N.F. 1564, rue St-Denis à Montréal (métro Berri).*

Pour information : (514) 849-7888



Séminaire Guatemala

Les thèmes du séminaire

- * *Solidarités et démocraties :
et si le Sud inspirait le Nord?*
- * *Les négociations de paix*
- * *La construction d'une démocratie participative*
- * *Des pistes pour l'action solidaire*

29-30 novembre 1996

ONF, 1564, rue Saint-Denis

Information : CISO (514) 356-8888

nouvelles du sud---nouvelles du sud--nouvelles du sud--nouvelles du sud

par Roberto Nieto et Christian Champigny

Les négociations de paix

L'arrestation le 19 octobre de Rafael Valdizon, un des hauts dirigeants de l'ORPA (Organisation du peuple en armes), a permis au gouvernement d'établir un nouveau rapport de force. Valdizon aurait divulgué des informations compromettantes pour tous les rebelles, notamment que son groupe était responsable de l'enlèvement d'Olga de Novella, membre de l'élite économique du pays. Dans le secret, le gouvernement aurait laissé partir Valdizon contre la libération de la femme de 84 ans. Lors d'une conférence de presse tenue pour relater des événements qui venaient d'avoir lieu, le gouvernement a décidé de suspendre les négociations. Jean Arnault, le négociateur des Nations-Unies, a immédiatement demandé des explications à l'URNG (Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque) qui a nié son implication dans l'affaire en disant que Valdizon avait agi sans autorisation. Les groupements rebelles ont cependant vu leur réputation ternie par cette affaire qui semble avoir favorisé le gouvernement auprès de instances gouvernementales étrangères. Dans un communiqué l'URNG s'est montrée prête à faire des compromis supplémentaires dans les négociations mais ce n'est finalement qu'à la suite de la démission de Rodrigo Asturias, alias Gaspar Iliom, dirigeant de la faction rebelle impliquée, que le gouvernement a décidé de retourner à la table de négociation. Le 11 novembre dernier, trois jours seulement après la reprise des pourparlers, le gouvernement et l'URNG ont conclu un accord de cessez-le-feu qui devrait être ratifié à Oslo au début du mois de décembre. L'accord sur les réformes constitutionnelles ainsi que celui sur la réinsertion des ex-combattants de la guérilla à la vie civile restent à débattre. L'accord définitif devrait être signé le 29 décembre.

Les journaux internationaux continuent de souligner les efforts du gouvernement Arzu, même si la véritable paix ne sera pas au rendez-vous des politiciens et diplomates; seuls quelques chroniqueurs épars cherchent à dépasser le discours officiel. Elfideo Cano, le coordinateur général de l'institut pour la recherche et la formation politique du Guatemala, a dit que «les accords sont un symbole de bonne volonté mais ce n'est qu'après leur signature que le véritable processus de paix va se mettre en

marche». Le pouvoir de négociation des rebelles a sans cesse diminué -cela pendant que leur capital militaire, politique et moral s'érodait- ce qui veut dire que les accords contiennent peu de garanties quant à la mise en place des réformes prévues, disent les analystes. La principale barrière à l'application des réformes sera le financement selon Rosalinda Bran qui oeuvre au sein du Bureau guatémaltèque de la Faculté de science sociale de l'Amérique latine. Au El Salvador, par exemple, le gouvernement n'a pu accommoder suffisamment les anciens militaires ce qui a provoqué plusieurs manifestations, un niveau de violence augmentant sans cesse et au moins une mort officielle... C'est sensiblement la même chose qui se reproduit au Nicaragua où des centaines d'hommes sans emploi et ne sachant presque uniquement que se servir d'une arme se retrouvent dans la rue devenant ainsi des criminels. D'après Elfideo Cano, il n'y aurait plus qu'un millions de combattants parmi les mouvements rebelles, soit le dixième de ce qu'ils étaient il y a une décennie: le gouvernement aurait donc bien réussi son coup en faisant la promotion d'une paix illusoire pendant que les rangs des rebelles se vidaient et que l'appui des communautés diminuait. Il faut se souvenir que le parti d'Alvaro Arzu est celui qui a fait disparaître, aux cours des dernières élections, le parti qu'appuyait les rebelles. Rosalinda Bran, de son côté, croit que les mouvements de rebelles ont reçu un dur coup lors de l'enlèvement récent qui a fait évaporer toute la crédibilité qu'ils avaient comme défenseurs d'une juste cause, protecteurs des opprimés.

Retour des réfugiés

Le directeur de la commission gouvernementale d'aide aux réfugiés (CEAR) croit que la signature de l'accord de paix final stimulera le processus de retour au pays des milliers de réfugiés se trouvant toujours en territoire mexicain. L'hésitation des réfugiés serait en grande partie dû à leur inquiétude quant à la stabilité du Guatemala. Des sources non-gouvernementales travaillant de près au processus de retour estiment que même si le gouvernement semble adopter une attitude favorable au retour des réfugiés, il y fait obstacle en refusant l'attribution de crédits pour l'acquisition de nouvelles ter-

res qui permettraient de meilleures conditions de retour.

Malgré tout, deux petits groupes sont supposés effectuer des retours au cours du mois de novembre. Un premier retour de 25 familles se serait déplacé par la voie terrestre jusqu'à La Esmeralda dans le Peten autour du 12 novembre. Le gouvernement s'est montré d'accord étant donné que cette communauté existe déjà. Un deuxième retour s'effectuera à Xoxlac, municipalité de Barillas dans la province du Huehuetenango et dans ce cas-ci les réfugiés reprennent des terres qu'ils ont dû fuir il y a 14 ans. Mais tous n'ont cependant pas fuit cet endroit ce qui veut dire qu'après des négociations une entente a été conclue visant à faire cohabiter les deux communautés qui devront vivre en marge l'une de l'autre.

Le cas de la communauté d'El Carmen reste cependant à régler: ces derniers ont menacé de marcher du Quintana Roo vers leur destination sur la côte sud s'ils ne reçoivent pas les crédits nécessaires. Le gouvernement dit attendre que les deux fincas précédentes commencent à payer leur dû afin d'allouer les crédits nécessaires à l'établissement d'autres communautés, ceci toujours en vertu des quotas à remplir.

Xaman

D'après un article de l'hebdomadaire siglo XXI, une court d'appel aurait révoqué la libération conditionnelle des huit militaires présumés responsables du massacre. Ils se retrouvent donc de nouveau en prison à Coban depuis le 7 novembre.

Régularisation de la situation des réfugiés au Mexique

D'après un article de "La Jornada" (14.11.96) le gouvernement mexicain serait en train d'atteindre le stade final de sa politique visant à donner les mêmes droits dont bénéficient tous les mexicains aux 20 000 réfugiés guatémaltèques du Quintana Roo, du Campeche et du Chiapas. Au mois de décembre, le gouvernement débutera la remise des documents migratoires selon le commissaire de l'Institut national de migration du Mexique.

C.I.A.

Richard Nuccio qui travaille pour la CIA est celui qui aurait alerté le démocrate Torricelli sur les crimes de l'agence au Guatemala en lui montrant certains documents secrets. Il se voit constamment harcelé par divers organismes gouvernementaux américains dont le Ministère de la Justice qui le poursuit dans une enquête criminelle l'accusant d'avoir fait connaître indûment au public certains documents. Comparant les déboires de Richard Nuccio à ceux vécus par certains dissidents sous le régime de Staline, un article paru dans le New York Times (11.11.96) fait état des problèmes encourus par celui qui a poussé la C.I.A. à divulguer les documents que l'agence aurait préféré garder secrets. Cette affaire ressemblerait plutôt à un règlement de compte entre la C.I.A. et Nuccio qui continue de profiter de son droit d'accéder à de l'information privilégiée.

*Le jeudi matin dès 9h00
à Radio centre-ville...*

*nouvelles,
entrevues,
musique
et beaucoup
plus....*

Terre de maïs

**L'ÉMISSION
DU PROJET
ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA**

SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE

102,3 FM

A MONTRÉAL ...

ET TENEZ VOUS AU COURANT!

département de la Défense pour avoir refusé, il y a un an, de répondre à une demande de renseignements déposée en vertu de la Loi d'accès à l'information. Elle attend toujours... 14

L'École des Amériques

L'École des Amériques de l'armée américaine a formé quelques 60,000 militaires latino-américains depuis sa fondation en 1946. Parmi ses finissants, nous retrouvons, outre les guatémaltèques Hector Gramajo et Julio Roberto Alpírez, l'ancien collaborateur de la CIA et dictateur panaméen Manuel Noriega et le chef des escadrons de la mort salvadoriens Roberto D'Aubuisson, auteur intellectuel de l'assassinat de Monseigneur Romero en mars 1980.

Selon la Commission d'enquête, en 1991 le département de la Défense a «découvert» que le Centre de commandement-sud de l'armée américaine au Panama et l'École des Amériques, situé dans la ville de Columbus en Georgie depuis 1985, «faisaient usage de matériel pédagogique douteux dans la formation d'officiers latino-américains, dont des Guatémaltèques». Selon le rapport, le matériel en question, en utilisations de 1982 à 1991 mais abandonné en 1992, contient «certains passages qui semblent pardonner des pratiques comme l'exécution de guérilleros, l'extorsion de fonds, la coercition, la violence physique et l'emprisonnement sous de faux prétextes».

Le 3 juillet, le major Gordon Martel, porte-parole pour l'École des Amériques, se disait «abasourdi» par le rapport de la Commission. Il niait l'existence même des manuels de formation en question. «Tout les manuels utilisés ici sont approuvés par l'armée et l'École des Amériques n'a jamais enseigné de telles choses, jamais dans son histoire».15 N'en déplaise au major, les sept manuels controversés aujourd'hui hors d'usage sont maintenant disponibles pour consultation à Washington depuis la fin septembre ou sur le site Internet des Archives de la sécurité nationale. Mais, l'armée américaine continue de nier qu'elle forme des bandits de tout acabit et affirme plutôt qu'elle enseigne les compétences nécessaires au maintien de la paix... Pour le président Clinton, l'école contribue à la stabilité des pays d'Amérique latine. Selon un porte parole de la Maison Blanche, «nous croyons que l'école est une source de bien et non de mal».16

Pour une véritable justice

Mario Polanco, coordonnateur du Groupe d'appui mutuel (GAM), revendique lui aussi une enquête sur l'ensemble des agissements de la CIA au Guatemala depuis 1954. «Le rapport ne touche que les cas de

citoyens américains, dit-il. Il évacue complètement je-ne-sais combien de milliers de cas de guatémaltèques qui ont été victimes de la répression.» Meredith Larson, travailleuse des droits la personne au Guatemala en 1989 lorsqu'elle a été agressée et poignardée plusieurs fois par des hommes toujours inconnus, abonde dans le même sens : «nous continuerons de faire pression pour que le gouvernement américain rende publics tous les documents en sa possession sur les cas de violations de droits humains au Guatemala».17 Pour Jennifer Harbury, les liens sont évidents: «Nous avons laissé 200,000 personnes sans vie au Guatemala, torturé à mort par des escadrons de la mort. Nous avons travaillé main dans la main avec cette armée depuis très longtemps.»18

Eileen Conolly, la soeur de James Francis Carney, un jésuite américain enlevé et tué au Honduras en 1983 par un bataillon de l'armée hondurienne entraîné par la CIA, reconnaît que le rapport de la Commission d'enquête est sans précédent aux États-Unis. «Mais, dit-elle, ce n'est qu'un début. Le rapport aborde seulement ce qui c'est passé au Guatemala depuis 1984 [...] On a à peine gratté la surface de tout ce silence et du secret qui l'entoure au nom de la sécurité nationale, qui protège les membres de services de renseignement complices d'enlèvement, de torture et d'assassinat. Nous exigeons la vérité et une réforme de fond en comble des services de renseignement américains. Si la CIA ne peut être réformée, elle devra tout simplement être abolie.»19

11. *Federal Document Clearing House Political Transcripts* 01.07.96

12. *New York Times* 18.10.96

13. *Federal Document Clearing House Political Transcripts* 01.07.96

14. *Rocky Mountain News* 23.06.96

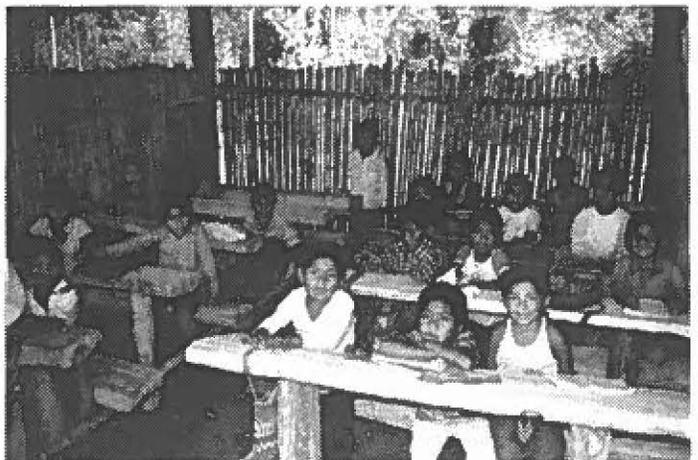
15. *The Atlanta Journal and Constitution* 04.07.96

16. *The Atlanta Journal and Constitution* 09.07.96

17. *UPI* 02.07.96

18. *Federal Document Clearing House Political Transcripts* 01.07.96

19. *UPI* 01.07.96



Nouvelles des accompagnatrices et des accompagnateurs

Nathalie Desgroseillers est à El Tumbo.
Suzie Potvin accompagne un petit groupe de réfugiés à La Esmeralda.

Bon séjour à toutes ...ou ... aux deux ?



*La gente piensa que los aviones
están echando los mosquitos porque hace
que comenzo la plaga ... y el helicoptero
MUCHO BUENA, LAS ♀ ESTAN
¿Quien echo los mosquitos para la plaga?
Vino hombre de MOSQUERO (COPISTEN*

Ce bulletin d'information a comme objectif de vous informer de la situation des réfugiés guatémaltèques au Mexique, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Vous voulez y contribuer? Contactez *Roberto* au 342-1238.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

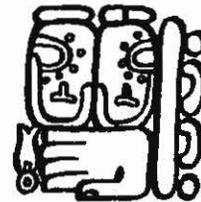
Erin Reid
Roberto Nieto
Christian Champigny
Marc Drouin
Karine Vanthuyne
Sarita Ahooja
Caleli

Horaire des rencontres...

Dates des réunions du Comité de coordination et des Assemblées mensuelles des membres du *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Elles auront lieu au local du P.A.

<u>coco</u>	<u>Assemblées</u>
28 nov. 14h00	14 déc. 13h00
12 déc. 14h00	18 jan. 13h00
03 jan. 14h00	
16 jan. 13h00	

Réunions mensuelle à Québec
troisième mardi de chaque mois.
880, rue Père-Marquette.



Projet Accompagnement Québec-Guatemala

420, rue St-Paul est, bureau 202

Montréal, QC, H2Y 1H4

Téléphone: 840-1008

Télécopieur: 840-1185

Courrier électronique: paqando@web.apc.org